

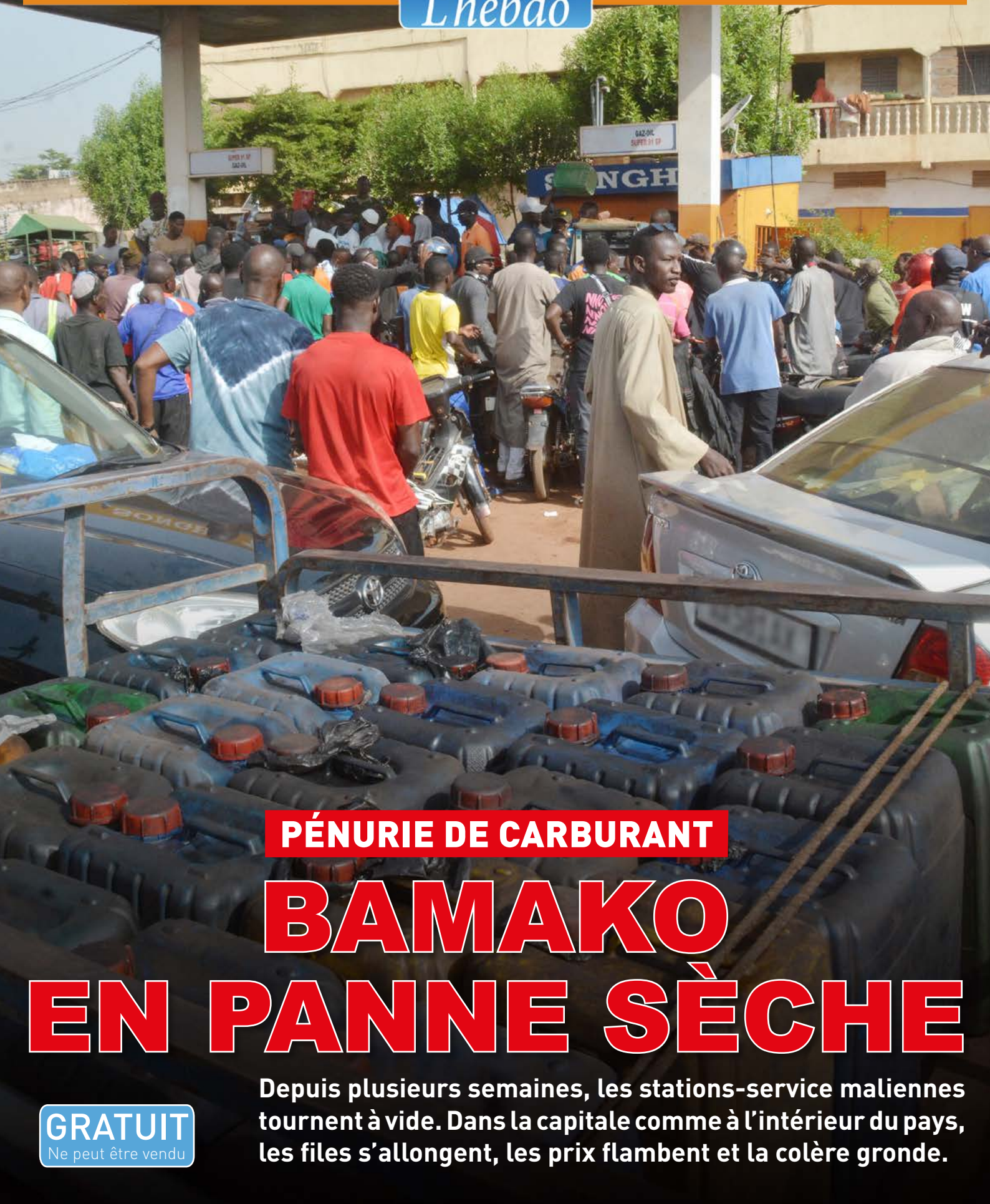


www.journalumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°546 du 9 au 15 octobre 2025



PÉNURIE DE CARBURANT

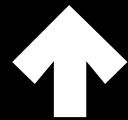
BAMAKO EN PANNE SÈCHE

Depuis plusieurs semaines, les stations-service maliennes tournent à vide. Dans la capitale comme à l'intérieur du pays, les files s'allongent, les prix flambent et la colère gronde.

GRATUIT

Ne peut être vendu

ACCESS



EVASION

AU LIEU DE

5 000 FCFA

7 000 FCFA

10 000 FCFA

PASSEZ A LA FORMULE SUPERIEURE

2000 EN+ FCFA TTC * POUR

36 555

* Offre valable du 1er au 31 Octobre 2025 pour tous les abonnés ACCESS. Réabonnez-vous à votre formule habituelle en ajoutant 2 000 FCFA et profitez de 30 jours à la formule EVASION. Offre valable une seule fois sur la période.

COÛT D'UN APPEL LOCAL SELON VOTRE OPERATEUR

N°546 du 9 au 15 octobre 2025

ÉDITO

Quand les camions de vidange empoisonnent la route

Chaque jour, à Bamako, on aperçoit des camions chargés de boues de vidange circulant dans les rues, leurs tuyaux mal fermés laissant échapper des effluents nauséabonds avant même d'atteindre les sites de dépotage. Sur les grands axes comme dans les quartiers périphériques, ces véhicules, censés assainir la ville, laissent derrière eux des traces d'eaux usées mêlées d'odeurs suffocantes. Les passants, les motocyclistes et les automobilistes partagent malgré eux cette contamination de l'air et du bitume, dans une capitale où la densité urbaine rend la situation d'autant plus insupportable. Selon les données de la Direction nationale de l'Assainissement, Bamako produit plus de 2 000 mètres cubes de boues de vidange par jour, dont une grande partie est évacuée par des opérateurs privés. Mais l'absence de contrôle strict et le manque de centres de traitement fonctionnels conduisent nombre de camions à déverser illégalement leurs charges ou à circuler sans dispositifs d'étanchéité. Ces pratiques exposent la population à des risques sanitaires majeurs tels que la contamination des eaux souterraines, la prolifération bactérienne et l'insalubrité chronique. Les autorités municipales reconnaissent des difficultés de suivi, notamment liées à l'insuffisance des infrastructures et à la vétusté du parc de véhicules d'assainissement. En attendant des mesures concrètes, Bamako continue de respirer au rythme des relents d'eaux usées, symbole d'un service public d'assainissement débordé, voire défaillant. Ce désordre visible interroge la capacité collective à faire de la propreté urbaine un droit effectif et non un luxe, dans une ville où la croissance démographique dépasse désormais les moyens de la gestion quotidienne des autorités du District.

MASSIRÉ DIOP

LE CHIFFRE

4 001

C'est le prix en dollars atteint par l'once d'or ce 8 octobre, représentant une progression de plus de 100 % sur les deux dernières années.

ILS ONT DIT...

• « L'union réclamée avec ardeur n'est pas possible sans l'inclusion de toutes les citoyennes et de tous les citoyens, y compris les femmes et les hommes politiques, militants dans les partis, associations et regroupements à caractère politique, y compris celles et ceux des trente dernières années tant vilipendés ». **Pr Ali Nouhoum Diallo**, le 8 octobre 2025.

• « Nous sommes des industries formelles, encadrées juridiquement par l'État, mais contraintes de collaborer au quotidien avec un secteur informel dominant, qui impose ses propres règles et conditions ». **Thierno Saïkou Bah, membre du Réseau de l'Entreprise en Afrique de l'Ouest (REAO)**, le 8 octobre 2025.

UN JOUR, UNE DATE

15 octobre 2007 : création de la journée mondiale des femmes rurales pour reconnaître leur rôle dans le développement agricole et la sécurité alimentaire.



Aboubakar Nacanabo, ministre burkinabè des Finances, a été désigné nouveau président du conseil des ministres statutaire de l'UEMOA ce 6 octobre 2025.



11 militaires dont le **Général de Brigade Abass Dembélé** et la **Générale de Brigade Néma Sagara** ont été radiés de l'Armée malienne par mesures disciplinaires, selon un décret et un arrêté ministériel publiés ce 8 octobre 2025.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



À Madagascar, les étudiants en médecine ont rejoint ce 7 octobre les manifestations contre le régime du président Andry Rajoelina, qui a appelé au dialogue ce 8 octobre 2025.

PÉNURIE DE CARBURANT : BAMAKO EN PANNE SÈCHE

Depuis plusieurs semaines, les stations-service maliennes tournent à vide. Dans la capitale comme à l'intérieur du pays, les files s'allongent, les prix flambent et la colère gronde. Entre perturbations sécuritaires et faibles capacités de stockage, la crise du carburant met à genoux une économie déjà fragilisée.

FATOUmata MAGUIRAGA

Plusieurs localités du pays sont confrontées depuis quelques semaines à une pénurie de carburant. Des difficultés d'approvisionnement perturbent fortement la distribution de l'essence et du gasoil. L'insuffisance de ces produits, indispensables à la vie économique et sociale, conduit à une flambée des prix et à une forte affluence dans les points de vente. En attendant une sécurisation de l'approvisionnement, les populations craignent une nouvelle crise. Selon les chiffres de l'Office malien des produits pétroliers (OMAP), la consommation quotidienne moyenne du pays est estimée à 3,5 millions de litres, dont près de 60% destinés à la seule capitale. Cette dépendance logistique accrue explique la rapidité avec laquelle la moindre rupture d'approvisionnement se répercute sur l'ensemble du territoire. Le 7 octobre 2025, plusieurs stations-service et points informels de vente de carburant sont pris d'assaut par des centaines de citoyens. L'attente est interminable et certains s'impatientent. Écoliers, commerçants ou conducteurs de moto-taxis, ils ont besoin de carburant pour se rendre à l'école, au travail ou pour exercer leur activité. Pendant ce temps, le circuit parallèle fonctionne à plein régime : ceux qui ont flairé une opportunité achètent du carburant pour le revendre plus cher à des usagers sans alternative. Dans certains quartiers de Bamako, notamment à Faladié et à Magnambougou, des revendeurs clandestins exposent désormais leurs bidons à la vue de tous. Les ventes se font à la sauvette, parfois à proximité immédiate des stations-service, sans contrôle ni mesures de sécurité.

Médecin au centre de santé de référence de Kalaban Coro, le Dr Assitan Sidibé observe avec inquiétude le tableau de bord de son véhicule. « la quantité de carburant que j'ai pu m'amener au service. Au retour, si je n'ai pas de carburant, je prendrai si possible un transport en commun », se résigne-t-elle. Comme elle, des dizaines de travailleurs ne savent pas s'ils auront le lendemain de quoi se déplacer. Certains étaient déjà en panne sèche faute d'avoir pu s'approvisionner. Les hôpitaux et les centres de santé sont parmi les premiers touchés par cette pénurie. Certains établissements ont dû réduire les services de nuit ou recourir à des générateurs alimentés par des réserves limitées. « Il n'y a plus d'essence », c'est la réponse la plus courante que l'on entend dans les quelques stations encore ouvertes. « Nous attendons du carburant d'ici ce soir », espère un pompiste. Dans celles qui disposent encore de carburant, les files d'attente s'allongent, créant une certaine tension et obligeant les gérants à faire appel aux forces de l'ordre

C'est seulement ces derniers jours que les citoyens ont touché du doigt le manque. Nous, nous le vivons depuis des semaines.

pour éviter les débordements. Des affrontements ont d'ailleurs été signalés dans plusieurs stations de la rive droite, où des automobilistes, excédés par les longues files, ont exprimé leur colère. Les forces de sécurité ont dû intervenir à plusieurs reprises pour disperser des attroupements. Cette situation, qui risque de durer encore quelques semaines, impacte fortement la



D'importantes files d'attentes étaient visibles au niveau des stations de la capitale ce 7 octobre 2025.

vie des citoyens, déjà éprouvés par la cherté de la vie. Par un effet domino, le prix de certains produits a grimpé en flèche, à l'image du gaz butane, dont la bouteille de 6 kilos revient désormais à 10 000 francs CFA contre 6 000 auparavant. Selon certaines sources, cette flambée pourrait se prolonger si les flux d'importation ne reprennent pas rapidement.

aux frontières, n'entrent plus qu'au compte-goutte et sous escorte. La faiblesse du stock, qui ne couvre qu'une courte période de consommation, met le marché sous pression. Pour remédier à la situation, les autorités ont annoncé leur volonté de tout mettre en œuvre pour éviter la rupture. Mais, malgré les assurances, la pénurie redoutée a gagné la capitale.

REPÈRES

14 septembre 2025 :

Premières attaques de camions-citernes sur l'axe Kayes - Bamako

Consommation annuelle de carburant :

1,3 million de m³

Prix observé dans certaines localités :

Entre 1 000 et 2 000 francs CFA le litre

notamment les moto-taxis, très sollicités à Bamako - ont révisé leurs tarifs. Des trajets habituellement facturés 1 000 francs CFA coûtent désormais entre 1 500 et 2 000 francs. « L'essence coûte cher », ses justifient les conducteurs. Environ 300 camions-citernes sont arrivés en fin de journée le 7 octobre, selon la télévision nationale. Une arrivée qui n'a pas mis fin aux longues files d'attente, visibles dès le lende-

main matin dans les stations approvisionnées.

Effets redoutés Les attaques de citernes ont occasionné des pertes considérables en carburant et en matériel, estimées à plusieurs centaines de millions de francs CFA. À cela s'ajoutent les frais liés aux escortes sécurisées, qui alourdissent encore les coûts de distribution et risquent de provoquer une hausse générale des prix. Pour l'heure, les tarifs officiels restent fixés à 775 francs CFA le litre de super et 725 francs CFA pour le gasoil, mais le marché informel fait déjà grimper le litre d'essence à plus de 1 300 francs CFA à Bamako. Une nouvelle pression sur le pouvoir d'achat d'une population déjà éprouvée.

Rationnement nécessaire

Dans ce contexte de pénurie, chaque litre de carburant est devenu vital. Le fonctionnement de plusieurs services

essentiels, notamment la santé et l'énergie, dépend directement de sa disponibilité. En 2024, les besoins du Mali en carburant avaient été estimés à 500 millions de litres, soit 309 milliards de francs CFA. Depuis plusieurs semaines, les clients d'Énergie du Mali (EDM) subissent une chute brutale de la fourniture d'électricité : de 12 heures quotidiennes, la moyenne est passée à 6, voire 4 heures, rappelant les lourds délestages du début d'année. Cette absence d'énergie pénalise directement les entreprises et l'économie urbaine. Pour répartir équitablement les quantités disponibles, les distributeurs s'efforcent de servir d'abord les secteurs prioritaires comme la santé, l'énergie ou les administrations publiques. Une rationalisation rendue difficile par la spéculation. « Le pire, c'est le comportement de certains spéculateurs », déplore un distributeur. « Ils achètent un bidon de 20 litres 15 000 francs CFA en station et le revendent aussitôt 30 000 francs ».

Renforcer le stockage Avec une consommation annuelle estimée à 1,3 million de m³, le Mali ne dispose que d'une capacité de stockage de 53 853 m³, soit à peine l'équivalent d'un mois de consommation. Cette insuffisance structurelle et les perturbations logistiques expliquent la tension actuelle. Pour pallier ces difficultés, les autorités envisagent de créer un stock national de sécurité, projet déjà à l'étude depuis plusieurs années. Son objectif : garantir une autonomie minimale de deux à trois mois en cas de crise régionale. Parmi les mesures prioritaires figurent l'élargissement des dépôts de stockage dans les zones stratégiques et la diversification des corridors d'importation, notamment via la Mauritanie.

L'axe Kayes - Bamako, qui représente plus de 50% du trafic national de carburant, reste le principal cordon d'approvisionnement du pays. De sa vitalité dépend la stabilité de toute l'économie. ■

3 QUESTIONS À



ABDRAHAMANE TAMBOURA

Économiste

1 Quelles sont les conséquences de la pénurie de carburant actuelle ?

Il existe des produits dits stratégiques, dont le carburant et tous ses dérivés, dans le contexte malien. Les changements à ce niveau ont des effets directs sur l'économie. Pour les transporteurs, les travailleurs et les industriels, cela peut conduire à des augmentations de prix, ce qui constitue pour les ménages des dépenses supplémentaires. En outre, les stratégies des acteurs pour s'adapter par le stockage peuvent comporter des risques.

2 Quelles sont les mesures à adopter pour prévenir ce genre de situation ?

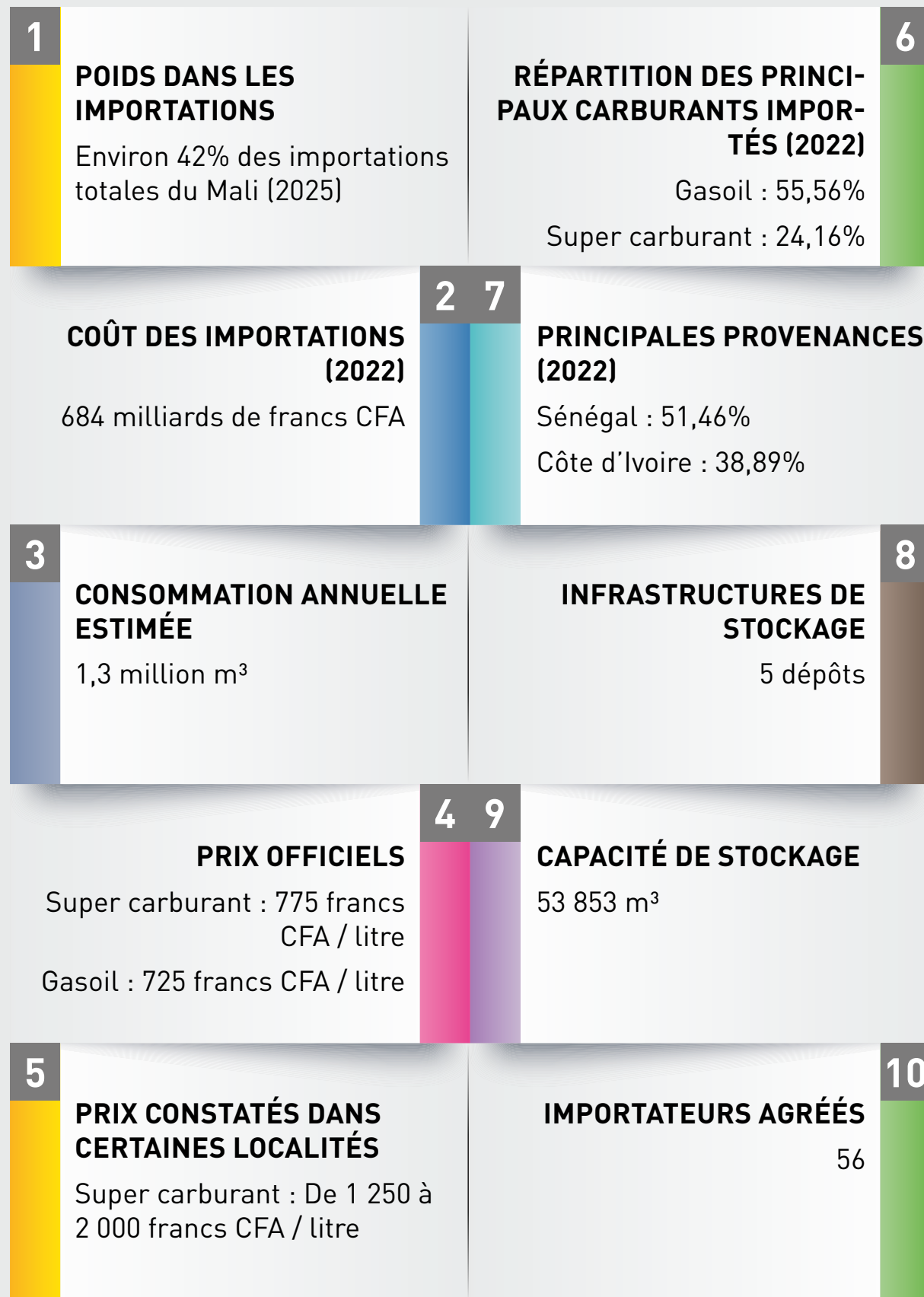
En tant que pays consommateur, le Mali doit mettre en place des alternatives pour réduire la consommation de ces produits, notamment par l'utilisation des énergies renouvelables disponibles localement. Une autre approche consiste à repenser le transport. Pour résoudre la crise, le gouvernement a un rôle souverain, mais continuer à escorter n'est pas une solution durable. Ce sont des solutions urgentes, mais pas pérennes.

3 Que faire contre la flambée des prix ?

Maîtriser les prix reste difficile dans un contexte de pénurie. Ceux qui ont besoin de carburant sont prêts à en acquérir à tout prix. En outre, l'État n'a pas besoin de mettre la pression sur des citoyens dont les droits doivent être préservés. L'État peut dissuader les stations d'augmenter les prix, mais il existe d'autres points de vente qui en distribuent à des prix élevés. Il faut par ailleurs gérer les dégâts causés.

CARBURANTS : UNE PÉNURIE QUI INQUIÈTE

Les carburants sont des produits stratégiques essentiels pour l'économie et la vie sociale du Mali. Depuis plusieurs semaines, une pénurie impacte gravement le pays.



Source : Rédaction

Paru dans Journal du Mali l'Hebdo
N°546 du 9 au 15 octobre 2025

Journal du Mali



SPiRiT



3^e
EDITION

DU
23
au
25
OCTOBRE
CICB

FORUM D'INVESTISSEMENT DANS LA FILIÈRE COTON

Investir dans le coton pour bâtir l'avenir

EN MARGE DES FESTIVITÉS DE LA
JOURNÉE MONDIALE DU COTON

PROGRAMME

Foire et expositions

Panel haut niveau : défis et opportunités

Tables rondes investisseurs et financement

Ateliers de renforcement de capacités

Rencontres B2B et B2C

Cérémonie de remise de prix et défilé Made in Mali

Info_line : (+223) 94 55 45 24 / 83 41 67 82 / 77 29 13 36



RÉVISION ANNUELLE DES LISTES ÉLECTORALES : UN EXERCICE SANS LES ACTEURS POLITIQUES

La révision annuelle des listes électorales a démarré le 1er octobre et se poursuivra jusqu'au 31 décembre 2025. Mais cette année, pour la première fois, l'exercice se déroule sans la participation des partis politiques, dissous depuis mai dernier. Une situation qui soulève des questions sur la transparence et l'inclusivité de cette révision.

MOHAMED KENOUI

La révision annuelle des listes électorales (RALE) est une opération inscrite dans la Loi électorale, modifiée par l'Ordonnance N°2024-022 du 31 décembre 2024. Elle confère à l'Autorité indépendante de gestion des élections (AIGE) la responsabilité d'actualiser le fichier électoral, avec l'appui du ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation. Concrètement, il s'agit d'inscrire les nouveaux majeurs, de radier les personnes décédées, de corriger les erreurs matérielles et de prendre en compte les changements de résidence ou de circonscription électorale. L'opération se déroule dans les 845 communes du pays, dans les 7 arrondissements de Bamako et dans 48 missions diplomatiques et postes consulaires à l'étranger.

L'absence d'acteurs politiques crée un vide démocratique qui affaiblit la crédibilité de la révision.

Les partis politiques absents Si, sur le plan technique, la RALE 2025 suit son calendrier habituel - du 1er octobre au 31 décembre - le contexte politique actuel la rend particulièrement sensible. Depuis la dissolution de tous les partis politiques, en mai dernier, aucune formation n'est plus habilitée à participer aux commissions locales de révision, qui regroupaient traditionnellement les représentants de l'administration, de la société civile et des partis. Désormais, seuls les représentants des services techniques et des autorités administratives supervisent les opérations.

Transparence incertaine ? Ce changement modifie l'équilibre du contrôle citoyen et alimente



Démarrée le 1er octobre, la RALE 2025 suscite peu d'engouement.

des inquiétudes sur la transparence du processus. Selon le Premier ministre et ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le Général Abdoulaye Maïga, « toutes les dispositions logis-

tiques et administratives ont été prises pour assurer le bon déroulement des opérations ». Mais pour de nombreux analystes la réussite et la transparence de la révision des listes ne dépendent pas seulement des moyens techniques et administratifs. « Il faut un contrôle pluraliste du processus, or celui-ci n'existe plus », estime Omar Sidibé, analyste politique. « Même la société civile ne peut pas jouer pleinement ce rôle, car elle n'a ni les moyens logistiques ni la légitimité populaire des formations politiques », affirme-t-il.

De nombreuses conséquences Selon un autre analyste politique qui a requis l'anonymat, cette absence d'acteurs politiques crée éga-

lement « un vide démocratique qui affaiblit la crédibilité de la révision ». Il ajoute que « la présence des partis dans les commissions locales permettait une forme de contre-pouvoir et de vigilance citoyenne. Leur exclusion laisse le champ libre à une administration déjà perçue comme dépendante du pouvoir ». Sur le terrain, plusieurs observateurs craignent également un ralentissement du rythme d'inscription des nouveaux électeurs, notamment dans les zones rurales. Sans les relais locaux des partis, souvent les plus actifs pour mobiliser les citoyens, la sensibilisation à l'inscription pourrait être moins dynamique. À l'intérieur du pays, des campagnes de sensibilisation ont démarré depuis le 3 octobre dernier dans certaines localités pour encourager la participation massive des populations, mais l'affluence reste timide dans les communes. « Dans notre commune, les gens ignorent même que la révision a commencé », confie une source locale à Douentza. Selon elle, « les partis, malgré leurs défauts, jouaient un rôle-clé de relais entre l'administration et les électeurs ».

EN BREF

CNT : UNE NOUVELLE SESSION PARLEMENTAIRE CHARGÉE

Le Conseil national de Transition a effectué sa rentrée parlementaire le 6 octobre 2025. Placée sous le sceau du patriotisme, de la refondation et de la souveraineté, cette session du mois d'octobre sera principalement consacrée à l'adoption du projet de loi de finances 2026. « Il s'agira pour nous de bâtir une fois encore un budget réaliste, rigoureux et orienté vers des résultats qui répondent aux aspirations profondes de notre peuple », a souligné le Président du CNT, le Général Malick Diaw. Outre la loi de finances 2026, une dizaine de projets de lois seront également examinés lors de cette session. Les membres du CNT vont en outre débattre du rapport annuel de la Commission nationale des Droits de l'Homme sur la situation des droits de l'Homme au Mali en 2024 et examiner les différents rapports de contrôle de la même année, ainsi que l'exécution du budget du Conseil national de Transition, élaborés par la Commission de contrôle. Diverses activités de contrôle de l'action gouvernementale sont aussi prévues. ■ **M.K**

Un test pour la crédibilité des futures élections

Dans un contexte de transition prolongée et de désorganisation du champ partisan, la réussite ou l'échec de la révision annuelle des listes électorales en cours, ainsi que dans les années à venir, sans participation des acteurs politiques, pèsera lourd sur la crédibilité des futurs scrutins, même si les élections ne sont envisagées au plus tôt qu'à partir de 2030. Pour Omar Sidibé, « si l'AIGE parvient à garantir une révision rigoureuse et transparente, ce sera un signal positif. Mais si le processus est opaque, il accentuera la méfiance des citoyens envers les institutions ». ■



ALASSANE MAÏGA

« L'instabilité actuelle traduit une véritable crise du pacte social »

Dans son essai « Les dynamiques de conflits au Sahel, un regard détourné », Alassane Maïga plaide pour une relecture radicale des crises sahéliennes. L'écrivain et spécialiste des dynamiques communautaires appelle à dépasser la logique militaire pour reconstruire un pacte social durable.

PROPOS RECUEILLIS PAR MASSIRÉ DIOP

Que voulez-vous dire par « regard détourné » sur les dynamiques de conflits au Sahel ?

L'analyse propose de dépasser la grille sécuritaire classique centrée sur la lutte contre le terrorisme. Au Sahel, cette approche militaire a souvent occulté les causes profondes des crises : gouvernance défailante, centralisation excessive du pouvoir, inégalités sociales, manipulations politiques et identitaires, corruption endémique et effets du changement climatique. Mon objectif est de replacer ces conflits dans leur complexité sociale, politique et environnementale.

Quels facteurs expliquent la persistance de l'instabilité dans la région ?

L'instabilité actuelle traduit une véritable crise du pacte social. Les politiques de développement, mal adaptées aux réalités locales, ont aggravé la marginalisation socio-économique. Ce vide a permis l'implantation durable des groupes armés et de leurs idéologies. Les États ont échoué à restaurer une légitimité crédible, car la sécurité ne peut se résumer à la présence de soldats. Sans accompagnement social, les zones « reprises » retournent très vite sous contrôle extrémiste.

Comment analysez-vous le recentrage stratégique vers la Russie, la Chine ou la Turquie ?

Cette reconfiguration traduit une compétition géopolitique féroce. Le Sahel est devenu un terrain d'affrontement d'intérêts étrangers où les agendas se superposent au détriment des populations locales. Le pivot vers la Russie illustre une redéfinition des alliances, avec un appui militaire qui risque d'accroître la violence structurelle. La région se fragmente davantage, rendant illusoire toute solution strictement nationale.

Quelles pistes pour bâtir une paix durable ?

Il faut s'appuyer sur les mécanismes locaux de résolution des conflits, véritables piliers de la cohésion sociale. Il faut également reconnaître la place centrale des femmes et des jeunes dans les dynamiques de paix, car ils en sont à la fois les victimes principales et les acteurs les plus porteurs d'alternatives locales. La paix passe par une transformation profonde de la gouvernance : une décentralisation réelle, un transfert de compétences effectif et une justice réparatrice. Offrir aux jeunes des perspectives économiques, protéger les communautés périphériques et valoriser les autorités traditionnelles sont essentiels. Dépasser la réponse militaire pour reconstruire un projet politique, social et économique partagé, c'est la seule voie viable pour le Sahel. ■



COTON : VERS UNE RELANCE PRUDENTE DE LA FILIÈRE

La Compagnie malienne pour le développement du textile (CMDT) a lancé la phase d'égrenage de la campagne 2025 - 2026 avec la première balle de coton fibre produite à Koutiala le 30 septembre 2025. Ce démarrage symbolise la relance d'une filière-clé pour les exportations maliennes et les revenus de millions de ruraux.

MASSIRÉ DIOP

Pour cette campagne, la CMDT prévoit 672 000 hectares de coton graine, en hausse par rapport à l'an dernier. Le prix d'achat du premier choix est fixé à 300 francs CFA le kilogramme, selon la décision du Conseil supérieur de l'Agriculture du 6 mai 2025. Pour soutenir la filière, l'État subventionne les intrants. Ainsi, le sac de 50 kg d'engrais minéraux revient à 14 000 francs et le kilogramme de semences de maïs hybride à 1 500 francs.



La campagne cotonnière affiche un optimisme prudent.

Ces mesures visent à contenir les coûts et à préserver la rentabilité des producteurs face aux tensions du marché mondial. La CMDT, détenue majoritairement par l'État malien, assure la transformation du coton graine en fibre et son acheminement vers les ports d'Abidjan et de Dakar.

En 2023 - 2024, le Mali a produit 445 000 tonnes de coton fibre, se plaçant derrière le Bénin (587 000 tonnes) et le Burkina Faso (480 000 tonnes), mais devant la Côte d'Ivoire (320 000 tonnes) et le Tchad (125 000 tonnes). Les prévi-

Surface prévue pour 2025-2026 : 672 000 hectares

Prix du coton : 300 FCFA/kg

Fonds pour la lutte phytosanitaire : 9,938 milliards FCFA

sions pour 2025-2026 tablent sur environ 700 000 tonnes, selon les conditions climatiques et la maîtrise des ravageurs. Au plan international, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Moussa Alassane Diallo, a représenté le Mali à la Journée mondiale du Coton tenue à Rome les 6 et 7 octobre 2025, avant de participer à une réunion du groupe C4+ au Brésil. Ces rencontres ont porté sur la valorisation du coton africain et la recherche d'un meilleur accès aux marchés mondiaux pour les pro-

ducteurs de la sous-région. Malgré des perspectives favorables, la filière fait face à plusieurs défis. Les jassides ont déjà touché plus de 2 000 hectares dans le sud du pays. En mars 2025, un incendie à l'usine CMDT de Bamako a détruit 1 026 balles de coton, causant environ 250 millions de francs CFA de pertes. Pour contenir ces impacts, l'État a mobilisé 9,938 milliards pour la lutte phytosanitaire et la sécurisation de la campagne.

La relance du coton malien demeure donc prudente, soutenue par l'investissement public, la résilience des producteurs et une coordination régionale renforcée autour du C4+.

EN BREF

FINANCEMENT HUMAINITAIRE : UN DÉFI ÉCONOMIQUE MAJEUR

Le 6 octobre 2025, un rapport d'OCHA a révélé que les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, confrontés à des crises humanitaires graves, ne reçoivent qu'une fraction des fonds nécessaires pour y faire face. Avec des besoins estimés à 7,8 milliards de dollars pour 2025, seul 1,7 milliard a été collecté jusqu'à présent, laissant un déficit de 6,1 milliards. Les pays les plus touchés, comme le Burkina Faso, le Tchad, la République Démocratique du Congo et le Mali, connaissent des taux de financement alarmants, allant de 14% à 27%. Ces chiffres montrent non seulement un manque de soutien direct aux populations vulnérables, mais aussi un obstacle majeur à la stabilité économique de la région. Les contributions extérieures, bien qu'insuffisantes, ne représentent que 19% des besoins globaux. Cette situation révèle les difficultés économiques d'une région déjà fragile, où l'absence de financements adéquats empêche toute reconstruction durable. La communauté internationale est appelée à revoir ses priorités financières pour accélérer les efforts visant à combler ce déficit afin d'éviter un effondrement économique supplémentaire et pour offrir aux populations de la région les moyens de se relever.

e-CFA Une révolution numérique pour l'inclusion financière

L'UEMOA a récemment lancé la Plateforme Interopérable du Système de Paiement Instantané (PI-SPI), dirigée par la BCEAO. Cette initiative modernise les paiements en permettant des transactions instantanées, sécurisées et accessibles 24h/24 et 7j/7, entre banques, institutions de micro finance et services de mobile money, marquant ainsi une avancée majeure pour l'inclusion financière en Afrique de l'Ouest.

En 2024, les transactions numériques ont totalisé 25 000 milliards de francs CFA, avec une croissance de 30%. Le PI-SPI réduira les coûts de transaction, accélérera les paiements et améliorera la traçabilité, contribuant ainsi à la lutte contre la fraude et le blanchiment d'argent, avec un impact positif sur l'économie régionale. La BCEAO prépare le lancement de l'e-CFA, une version numérique du franc CFA émise

et garantie par la BCEAO. Avec la même valeur que le franc CFA actuel, l'e-CFA sera accessible via mobile, cartes et dispositifs dédiés, visant à faciliter les paiements, réduire les coûts et renforcer la souveraineté monétaire régionale. Pour faciliter l'implémentation du PI-SPI, 62 institutions, incluant des banques comme Ecobank, Orabank et Coris Bank, ainsi que des fintechs et opérateurs de mobile money tels qu'Orange Money, Moov

Money et Touchpoint Financial Services, ont été autorisées à offrir ces services. Cette diversité d'acteurs illustre l'engagement des autorités à assurer une couverture régionale équilibrée et à promouvoir l'interopérabilité. Ces initiatives reflètent la volonté des acteurs régionaux de moderniser les infrastructures de paiement, favoriser l'innovation et assurer une inclusion financière élargie pour les populations de la région.

Folo Digital Consulting Un acteur-clé de la transformation numérique au Mali

Dans un Mali en pleine mutation numérique, une entreprise se distingue par son engagement à faire du digital un levier de développement inclusif. Folo Digital Consulting (FDC) s'impose comme un acteur incontournable de la transformation digitale, plaçant l'innovation et l'inclusion au cœur de son action.

Fondée en 2019 à Bamako, Folo Digital Consulting (FDC) est aujourd'hui un pilier de la transformation numérique au Mali et en Afrique francophone. Plus qu'un simple cabinet de conseil, FDC se positionne comme un véritable catalyseur d'innovation, d'inclusion et de croissance économique par le digital. Sa mission est claire : rendre le numérique accessible, utile et inclusif pour tous. Dans un contexte où les entreprises maliennes cherchent à s'adapter à la révolution digitale, FDC accompagne ses clients, institutions publiques, PME, jeunes entrepreneurs et femmes, à tirer parti des

opportunités offertes par le numérique. L'objectif est de renforcer leur visibilité, d'augmenter leurs ventes et de leur assurer une croissance durable. L'approche de FDC repose sur l'adaptation aux réalités locales. Le cabinet propose des solutions sur mesure allant du conseil stratégique à la formation professionnelle, en passant par le développement de sites web, d'applications mobiles et d'autres outils digitaux personnalisés. Le cabinet a également joué un rôle pionnier en lançant le Mali Digital Forum, un rendez-vous devenu incontournable pour les acteurs du numérique. Ce forum favorise les échanges



entre professionnels, startups et décideurs et participe à la construction d'un écosystème digital solide au Mali. Première agence d'influence marketing du pays, FDC œuvre également à valoriser les talents locaux et à promouvoir les marques maliennes sur les plateformes numériques. En parallèle, ses programmes de formation en marketing digital, graphisme, multimédia et développement numérique contribuent à renforcer les

compétences des jeunes et des femmes, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles opportunités professionnelles.

Lauréat du Mali Digital Award en 2021, Folo Digital Consulting incarne l'excellence et la créativité Made in Mali. À travers son engagement et son expertise, l'entreprise prouve qu'un digital inclusif et durable peut devenir un moteur puissant du développement national. ■ **IBRAHIM BABY**



ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE : VERS UNE GRÈVE GÉNÉRALE ?

Depuis la rentrée scolaire du 1er octobre 2025, le climat est tendu dans les écoles. Une grève de 72 heures la semaine dernière, reconduite pour 120 heures, perturbe les cours à Bamako et dans certaines régions. Malgré les engagements du gouvernement, le bras de fer se poursuit et une grève générale plane à l'horizon.

MOHAMED KENOUI



Certaines écoles connaissent déjà des perturbations de cours.

La rentrée 2025-2026 n'a pas commencé sous les meilleurs auspices. Dans les établissements du primaire et du secondaire à Bamako et dans certaines régions, les enseignants observent depuis le 1er octobre un arrêt de travail pour protester contre la suspension des salaires de milliers d'entre eux, enrôlés ou non dans le Système intégré de gestion des ressources humaines (SIGRH). Le mouvement est initié par certaines coordinations régionales de la Synergie des syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016, malgré les engagements pris par le gouvernement à l'issue de la réunion du 30 septembre 2025. Les autorités avaient formulé plusieurs promesses, notamment le rétablissement immédiat des salaires pour les enseignants disposant de récépissés d'enrôlement,

la constitution d'une réserve de fonds au Trésor public pour payer les 6 000 agents concernés et la mise à disposition d'un budget pour le déploiement des équipes d'enrôlement dans les régions.

La grève générale annoncée sera toujours d'actualité si tous les enseignants ne perçoivent pas effectivement leurs salaires.

« Des avancées, mais trop lentes » La Synergie des syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016 s'était donné jusqu'au 10 octobre 2025 pour déclencher une grève générale sur l'ensemble du territoire national si les engagements du gouvernement n'étaient pas tenus. À deux jours de l'échéance, Ousmane Almoudou, Porteparole de la Synergie, souligne qu'il y a eu des avancées, mais

trop lentes. « Il y a eu un petit progrès sur le terrain, parce que les listes ont été envoyées et que les salaires de certains enseignants sont déjà traités ». Toutefois, poursuit-il, « ces listes partent au comptegouttes et, à ce rythme, certains enseignants percevront leur salaire alors que d'autres devront encore attendre ». Le syndicaliste souligne également que les promesses de déploiement des équipes d'enrôlement dans les régions tardent à se concrétiser. « En principe, elles devaient quitter Bamako le lundi, mais cela reste à vérifier », explique-t-il, déplorant le manque de visibilité sur les actions réellement entreprises sur le terrain.

Concernant la question d'une éventuelle accalmie, Ousmane Almoudou est catégorique : « nous allons nous donner jusqu'à la fin de semaine pour analyser les avancées et évaluer l'évolution de la situation. Mais la grève générale annoncée sera toujours d'actualité si tous les enseignants ne perçoivent pas effectivement leurs salaires », prévient le Porteparole de la Synergie. ■

EN BREF

LE HCR ALERTE SUR SON DÉFICIT DE FINANCEMENT

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a ouvert la 76ème session annuelle de son Comité exécutif le 7 octobre 2025 à Genève. Le Haut Commissaire Filippo Grandi a alerté sur la réduction des financements qui pourrait contribuer à la dégradation de la situation de millions de réfugiés. Dans son discours d'ouverture à l'occasion de cette session annuelle, Filippo Grandi a souligné la réduction du financement de l'organisation. Le budget, déjà réduit, de l'agence des Nations Unies connaît un déficit de 300 millions de dollars pour 2025. La diminution des fonds humanitaires en début d'année a déjà entraîné la suppression de programmes d'aide cruciaux pour les réfugiés. Les effets de cette réduction pourraient se faire sentir jusqu'en 2026, faute de fonds pour faire face aux dépenses en début d'année. Sans changement, l'organisation prévoit de terminer l'année 2025 avec 3,9 milliards de dollars de fonds disponibles, soit une diminution de 1,3 milliard de dollars par rapport à 2024, ce qui représente environ 25% de moins, a déclaré le responsable du HCR. Actuellement, le monde compte 122 millions de personnes déplacées de force, soit deux fois plus qu'en 2015, lorsque l'agence des Nations Unies pour les réfugiés disposait de moins de 4 milliards de dollars. La crise des financements a entraîné la perte de 5 000 emplois cette année au sein du HCR, ainsi que des réaménagements ou des réductions d'effectifs dans 185 bureaux à travers le monde. Le Haut Commissaire du HCR a appelé les États membres à combler rapidement le déficit de 300 millions de dollars pour permettre à l'organisation de poursuivre ses missions. ■

ISRAËL - HAMAS : LE CAIRE RELANCE LA DIPLOMATIE DEUX ANS APRÈS LE 7 OCTOBRE

Les négociations ont repris en Égypte pour tenter de mettre fin à la guerre de Gaza. Deux ans après les attaques du 7 octobre, un plan de paix inspiré de l'initiative Trump refait surface, ravivant l'espoir fragile d'une trêve durable.

MASSIRÉ DIOP



Deux ans après le début de la guerre, Israël et le Hamas sont à la table de négociation.

Les pourparlers ont été relancés lundi au Caire sous médiation égyptienne, en présence de représentants américains, israéliens et qataris. Deux ans après le 7 octobre 2023, date des attaques du Hamas contre Israël qui ont plongé Gaza dans la guerre, les protagonistes cherchent une sortie politique à un conflit qui a déjà fait plus de 67 000 morts palestiniens et ruiné l'enclave. L'Égypte a dépêché une cellule de négociation dirigée par son ministre des Affaires étrangères Sameh Shoukry, avec la participation d'observateurs des Nations unies et du Qatar, tandis que les États-Unis suivent les échanges

à travers une délégation conduite par l'émissaire spécial Steve Witkoff. Le plan discuté, issu d'une proposition de Donald Trump dévoilée le 29 septembre, prévoit un cessez-le-feu immédiat, un retrait progressif des forces israéliennes, la libération des otages et la création d'une administration palestinienne transitoire placée sous supervision internationale. Le texte mentionne également la création d'un fonds international pour la reconstruction de Gaza, estimé à près de 12 milliards de dollars, dont une partie pourrait être financée par les monarchies du Golfe et l'Union européenne. Israël a donné son accord de principe,

tandis que le Hamas, représenté indirectement, se dit ouvert à une médiation mais refuse tout désarmement imposé. En outre, le mouvement palestinien insiste sur la levée totale du blocus de Gaza et la réouverture du poste frontalier de Rafah, fermé à plusieurs reprises depuis 2024 pour des raisons de sécurité. Le Caire s'impose à nouveau comme une plateforme diplomatique régionale, tentant d'équilibrer pressions américaines et exigences arabes. Selon des diplomates présents sur place, les discussions restent tendues puisqu'Israël exige des garanties écrites sur la sécurité de ses frontières, tandis que le Qatar plaide pour une supervision civile plutôt que militaire de la transition à Gaza.

Malgré l'optimisme affiché par Washington, la méfiance demeure totale entre les belligérants. Pour beaucoup, cette reprise des discussions symbolise moins un tournant qu'une épreuve visant à savoir si la diplomatie peut encore triompher après deux années de feu et de ruines. Ainsi, après des mois d'embrasement du Proche-Orient, les images de Gaza dévastée hantent toujours les chancelleries, dont beaucoup ont récemment reconnu officiellement l'État palestinien. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

CLIMAT : L'EUROPE ACCUSÉE D'EXPORTER SA POLLUTION

Les émissions de gaz à effet de serre baissent sur le sol européen, mais cette amélioration cache une autre réalité. Selon un rapport du Parlement européen, plus de 700 millions de tonnes de CO2 sont émises chaque année hors du continent pour fabriquer les biens importés, soit environ 20% des émissions totales de l'Union européenne. Ce phénomène, connu sous le nom de Pollution Haven Effect, résulte de la délocalisation des industries vers des pays à réglementation environnementale plus souple. Une étude publiée en 2024 dans Environmental Science and Pollution Research confirme qu'une hausse de 1% de la rigueur des normes en Europe provoque une augmentation d'environ 0,1% des fuites carbone. Pour limiter ces transferts d'émissions, la Commission européenne déploie le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM), entré en phase transitoire en octobre 2023 et qui sera pleinement opérationnel en 2026, afin d'imposer aux importations le même prix du carbone que celui supporté par les producteurs européens. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

KOULIKORO ABRITE LA PREMIÈRE ÉDITION DU NIANANKOULOU KÔRÔ

La première édition du festival Nianankoulou Kôrô a été lancée le 7 octobre 2025 à Koulikoro. Initié par l'artiste Sékou Sala Diakité, dit Flatteur, le festival vise à valoriser le riche patrimoine culturel de la région. De la symbolique colline du Nianankoulou en passant par Farabougou et d'autres sites historiques, l'événement a pour objectif de dynamiser la culture locale et de booster l'économie régionale. Pour le promoteur, qui est aussi le Président de l'Association des artistes de Koulikoro, le festival vise à leur donner une plus grande visibilité et à promouvoir les talents locaux. Du 7 au 12 octobre 2025, le festival se déroulera en deux phases. La première sera consacrée aux activités de sensibilisation sur la consommation de drogue, ponctuée de visites de sites touristiques. La deuxième donnera lieu à des manifestations artistiques incluant danses, concerts et expositions. ■

TOURNOI UFOA-A U17 2025 : LA COMPÉTITION BAT SON PLEIN À BAMAKO

Le Mali vibre depuis le 5 octobre au rythme du tournoi de l'Union des fédérations ouest-africaines de football (UFOA-A) des moins de 17 ans, qualificatif pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations U17 prévue au Maroc en 2026.

MOHAMED KENOVI



Le Mali s'est largement imposé face au Libéria en ouverture du tournoi.

Organisée à Bamako et Koulikoro, la compétition, qui regroupe huit nations de la zone A, se déroule dans une bonne ambiance, entre jeunes talents avides de briller et encadrements techniques en quête de confirmation. Dès la première journée, les Aiglonsnets du

Mali ont donné le ton en signant un large succès 6-0 face au Libéria lors du match d'ouverture, affirmant ainsi leur statut de favoris du groupe A et de la compétition plus globalement. Dans l'autre rencontre de la même poule, la Guinée-Bissau s'est imposée 2-0 face à la Gambie.

Dans le groupe B, le Sénégal, tenant du titre zonal, a été tenu en échec (1-1) par une vaillante équipe de la Sierra Leone lors de la première journée, tandis que la Guinée s'est imposée 1-0 face à la Mauritanie, prenant ainsi une première option dans la course aux demi-finales. La deuxième journée, qui a démarré le 8 octobre, est tout aussi passionnante. Dans le groupe A, la Gambie s'est relancée en dominant nettement le Libéria (4-0), tandis que la Guinée-Bissau et le Mali ont fait match nul (1-1) dans le choc attendu au sommet du groupe. Dans l'autre groupe, la Sierra Leone croisera la Mauritanie ce jeudi 9 octobre, alors que le Sénégal devra se mesurer à la Guinée dans une affiche déjà capitale pour les deux formations. La 3ème journée, prévue les 11 et 12 octobre, déterminera les qualifiés pour les demi-finales. Le Mali retrouvera la Gambie, tandis que la Guinée-Bissau défiera le Libéria pour boucler le groupe A. Dans le groupe B, les affiches Sénégal - Mauritanie et Guinée - Sierra Leone s'annoncent décisives pour l'obtention des deux tickets de la poule. Les demi-finales sont prévues pour le 15 octobre, avant la grande finale du 18 octobre. Les deux finalistes décrocheront leur ticket pour la CAN U17 2026. En attendant, la phase de groupes bat son plein et le spectacle est déjà au rendez-vous. Par ailleurs, les observateurs saluent la bonne organisation mise en place par la Fédération malienne de football, avec un accent particulier sur la logistique et la sécurité. ■

Road to BAL 2026 Le Mali accueille les matchs du groupe A

Le Mali accueillera les matchs du groupe A de la première phase qualificative pour la Basketball Africa League (BAL 2026) du 17 au 19 octobre prochain. Le tournoi, qui se déroulera dans la salle de basketball du stade du 26 mars de Bamako, mettra aux prises quatre clubs : le Centre de Référence Basketball de Tombouctou (CRBT), l'AS Douanes du Burkina Faso, le Centre fédéral de la Guinée et Al Ahly Benghazi de la Libye. Champion du Mali en titre, le CRBT vise une première qualification historique à l'Élite 16 de la BAL. Pour ce faire, le club de la cité des 333 saints, premier club régional à être sacré Champion du Mali, doit gagner au moins deux de ces trois matchs pour se hisser au deuxième tour qualificatif. ■

M.K



CARTONS DE LA SEMAINE

Plus jeune joueur de basket pro cette saison en France, **Aaron Towo-Nansi** (16 ans), qui évolue à Cholet, a inscrit ses premiers points en Betclic Élite vendredi dernier, puis en Ligue des champions mardi 7 octobre face à Badalona (70-89).

Les **Aigles du Mali** ont été officiellement éliminés de la course à la Coupe du Monde 2026 le 8 octobre, malgré leur victoire 2-0 contre le Tchad. Déjà en ballottage très défavorable, la victoire de Madagascar face aux Comores a définitivement scellé le sort de la sélection malienne.

TRIANGLE DU BALAFON : SIKASSO S'APPRÊTE À VIBRER

Le Festival International Triangle du Balafon se tient du 9 au 11 octobre 2025 à Sikasso. Trois jours de spectacles, de compétitions et de débats consacrés au balafon, instrument central de l'Année de la Culture.

MASSIRÉ DIOP



Le festival veut réunir les acteurs des trois pays autour des enjeux culturels.

La neuvième édition débute ce jeudi 9 octobre au Centre international de conférences de Bamako. Porté par le ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, en partenariat avec le Gouvernorat de Sikasso, le festival bénéficie également du soutien des plus hautes autorités du pays. Le thème retenu cette année est « Le Balafon, symbole de la transformation sociale dans un nouvel espace souverain ». Les pays historiquement associés au

Triangle - Mali, Burkina Faso et Côte d'Ivoire - participent à l'événement. La Guinée est également annoncée parmi les délégations. La sélection malienne a retenu la troupe Siguidia à l'issue d'un casting organisé par la Direction nationale de l'Action culturelle le 24 septembre 2025. Parmi les artistes confirmés figure Souleymane Traoré dit Néba Solo, accompagné de l'orchestre régional Kéné Star, déjà présent lors du lancement pour une prestation d'ouverture. Le programme couvre des compétitions

de balafonistes, des concerts, des expositions, des visites de sites culturels et un forum consacré au rôle social du balafon dans la cohésion communautaire. Le jury est composé de personnalités issues des milieux culturels du Mali, du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire. Les organisateurs ont annoncé un dispositif de récompenses pour valoriser les participants. Ainsi, le Grand prix Lamissa Bengaly est doté de 1 500 000 francs CFA, le prix de l'Intégration de 1 000 000 francs CFA, le prix de la Ville de Sikasso de 750 000 francs CFA. S'y ajoutent un prix spécial de l'AES de 500 000 francs et une prime de participation de 400 000 francs CFA par troupe. Créé en 2004, le Triangle du Balafon vise à préserver et à promouvoir un patrimoine musical partagé entre plusieurs États ouest-africains. Le festival se présente comme une scène de transmission où se rencontrent maîtres, jeunes talents et publics venus de différentes régions. À Sikasso, la manifestation réunit institutions, acteurs culturels et habitants autour d'une programmation conçue pour favoriser l'échange, la formation et la diffusion des pratiques traditionnelles. Pour les autorités, ce festival illustre la place accordée à la culture dans l'agenda national en 2025. Au public il offre une occasion de redécouvrir le balafon dans sa dimension sociale et symbolique. Pendant trois jours, Sikasso sera la vitrine d'un patrimoine vivant et d'un dialogue culturel qui transcende les frontières. ■

INFO PEOPLE

VIEUX FARKA TOURÉ EN TOURNÉE BRITANNIQUE

Le guitariste malien Vieux Farka Touré se produira le 11 octobre 2025 au Wales Millennium Centre de Cardiff, aux côtés de Trio Da Kali et Ibilio Sound Machine. Ce concert marque le coup d'envoi de sa tournée au Royaume-Uni et en Irlande, avec des étapes à Dublin, Belfast, Liverpool, Manchester, Édimbourg, Glasgow et Londres, où il jouera le 24 octobre au Troxy. L'artiste, fils du légendaire Ali Farka Touré, continue de défendre son album Les Racines, salué pour son équilibre entre blues malien et sonorités modernes. Figure majeure de la scène africaine contemporaine, Vieux Farka Touré s'impose comme l'un des ambassadeurs les plus dynamiques du patrimoine musical du Mali.



BALLAKÉ SISSOKO AU TOURCOING JAZZ FESTIVAL

Le virtuose de la kora Ballaké Sissoko sera sur la scène du Tourcoing Jazz Festival le 16 octobre 2025, en duo avec le chanteur-guitariste Piers Faccini. Leur concert, prévu à 21h au Magic Mirrors, célèbre leur album Our Calling, paru en février dernier. Ce projet mêle kora et guitare dans une alchimie méditative où se croisent les traditions mandingues et les sonorités méditerranéennes. Vingt ans après leur première collaboration, les deux artistes renouent avec un dialogue musical empreint de grâce et de sobriété. Le spectacle affiche déjà complet, signe d'un engouement fort pour ces musiciens qui incarnent la rencontre entre l'Afrique et l'Europe à travers une émotion universelle.



Journal du Mali
l'Hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Massiré DIOP

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Mohamed KENOVI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Bakary E. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



Adoptez des **solutions biométriques avancées** pour plus de **sécurité**.



20 28 00 00
www.afribone.com

